

N° DP 23/927

DECISION DU PRESIDENT

REPRESENTATION DE LA METROPOLE TPM POUR LE CABINET CENTAURE DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON ET EN APPEL - EXPULSION DE MADAME SAKHO - VILLA SISE N°9 RUE FAVIER A TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché public n°35MLR21-21635 de prestations juridiques pour les besoins de la Métropole, lot n°3 Droit privé général, passé avec le Cabinet CENTAURE AVOCATS,

CONSIDERANT la nécessité, dans le cadre des délégations accordées à Monsieur le Président de la Métropole TPM, de mandater le Cabinet CENTAURE AVOCATS, situé au 22 bis Rue Jouffroy d'Abbans, 75017 Paris, à ester en justice, défendre et représenter les intérêts de la Métropole TPM, dans le cadre d'un dossier d'expulsion,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à l'expulsion de Madame Aminata SAKHO, locataire d'un bien immobilier appartenant à la Métropole TPM situé au 9 rue Favier, 83000 TOULON, occupé sans droit ni titre depuis le 1^{er} juillet 2023,

CONSIDERANT que les modalités de paiement de l'intervention à venir du CABINET CENTAURE AVOCATS sont encadrées et arrêtées par le marché public N°35MLR21-21635,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER le cabinet CENTAURE AVOCATS à ester en justice, représenter et défendre les intérêts de la Métropole TPM, dans le cadre du dossier l'opposant à Madame SAKHO Aminata, devant le tribunal judiciaire de Toulon et devant la Cour d'Appel si besoin.

ARTICLE 2

DE REGLER l'ensemble des honoraires et frais du cabinet désigné ci-dessus et rembourser si besoin tout frais avancé par le cabinet dans le cadre de cette affaire (frais d'actes du commissaire de justice notamment).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2023 - Opération : 23 -
Article : 62268

La présente Décision sera

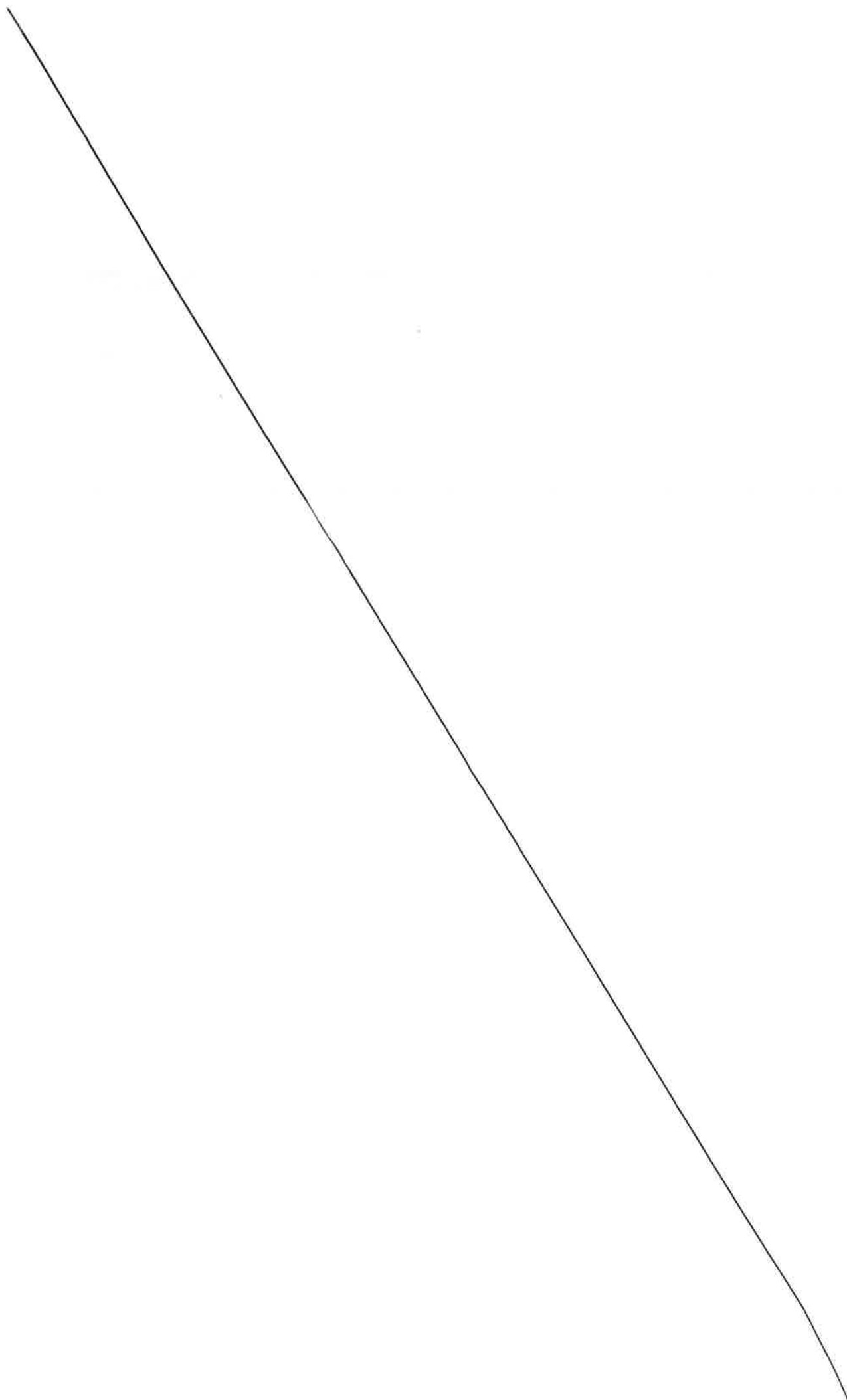
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **12 OCT. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





ASSIGNATION EN REFERE

**DEVANT LE JUGE DES CONTENTIEUX DE LA PROTECTION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE
TOULON
AUX FINS D'EXPULSION**

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS ET LE

A LA DEMANDE DE :

LA METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, métropole ayant son siège social sis Hôtel de la communauté d'agglomération, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, immatriculée au RCS sous le numéro 248 300 543, prise en la personne de son représentant légal

Ayant pour avocat plaident : **SELARL CENTAURE AVOCATS**
Maître Morgane BLOTIN
Avocate au Barreau de PARIS
22 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 PARIS
Tél : 01 44 29 99 20 ; Fax : 01 47 54 00 84
P 500

Chez qui domicile est élu, lequel se constitue sur les présentes et ses suites

J'AI,

COMMISSAIRE DE JUSTICE SOUSSIGNE,

L'HONNEUR D'INFORMER :

Madame Aminata SAKHO, demeurant 9 rue Favier, 83000 TOULON

D'avoir à comparaître le 

**Par devant Madame ou Monsieur le Juge du contentieux et de la protection
Près le Tribunal judiciaire de Toulon
Statuant en référé**

**1 PLACE GABRIEL PERI CS 90506
83041 TOULON**

TRES IMPORTANT

Dans les matières relevant de la compétence du juge des contentieux de la protection, les parties sont dispensées de constituer avocat, elles se défendent elles-mêmes (article 761 du code de procédure civile).

Article 762 du Code de procédure civile :

« Lorsque la représentation par avocat n'est pas obligatoire, les parties se défendent elles-mêmes. Les parties peuvent se faire assister ou représenter par :

- un avocat ;*
- leur conjoint, leur concubin ou la personne avec laquelle elles ont conclu un pacte civil de solidarité ;*
- leurs parents ou alliés en ligne directe ;*
- leurs parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus ;*
- les personnes exclusivement attachées à leur service personnel ou à leur entreprise.*

Le représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ».

Vous êtes tenue, soit de vous présenter personnellement à cette audience, soit de vous faire assister ou représenter par un Avocat, votre conjoint, votre concubin ou la personne avec laquelle vous avez conclu un PACS, vos parents ou alliés en ligne directe, vos parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus, les personnes exclusivement attachées à votre service personnel ou votre entreprise.

L'Etat, les départements, les communes, les régions et les Etablissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration (article 762, dernier alinéa du Code de procédure civile).

Si vous ne le faites pas, vous vous exposez à ce qu'une décision soit rendue à votre encontre, sur les seuls éléments fournis par votre adversaire.

Il est rappelé également qu'en vertu des dispositions de l'article 832 du Code de procédure civile : *« Sans préjudice des dispositions de l'article 68, la demande incidente tendant à l'octroi d'un délai de paiement en application de l'article 1343-5 du code civil peut être formée par courrier remis ou adressé au greffe. Les pièces que la partie souhaite invoquer à l'appui de sa demande sont jointes à son courrier. La demande est communiquée aux autres parties, à l'audience, par le juge, sauf la faculté pour ce dernier de la leur faire notifier par le greffier, accompagnée des pièces jointes, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.*

L'auteur de cette demande incidente peut ne pas se présenter à l'audience, conformément au second alinéa de l'article 446-1. Dans ce cas, le juge ne fait droit aux demandes présentées contre cette partie que s'il les estime régulières, recevables et bien fondées ».

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande ci-après exposée sont énumérées conformément à l'article 56 du Code de procédure civile par bordereau annexé.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège du tribunal Judiciaire de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES CONTENTIEUX DE LA PROTECTION

La METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE demande au Juge des contentieux de la protection du Tribunal de céans qu'il constate l'occupation sans droit ni titre par Madame Aminata SAKHO de l'appartement sis 9 rue Favier, 83000 TOULON et qu'il prononce son expulsion.

I. FAITS ET PROCEDURE

Par un arrêté en date du 21 décembre 2000, le Préfet du Var a

- Déclaré d'utilité publique les acquisitions des immeubles et travaux nécessaires à la construction de la première ligne de tramway de l'agglomération toulonnaise reliant Le Pradet à Saint-Mandrier, et à ses aménagements connexes (parkings, pôles d'échanges avec les bus, construction d'un dépôt-atelier, modifications et créations de voiries) sur les communes de : Le Pradet, La Garde, La Valette-du-Var, Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint Mandrier
- Autorisé le Syndicat Intercommunal des Transports en Commun de l'Agglomération Toulonnaise (S.I.T.C.A.T) à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à la réalisation du projet

*(Arrêté du Préfet du Var du 21 décembre 2000 portant déclaration d'utilité publique, **Pièce 1**).*

Par un arrêté en date du 19 décembre 2001, le Préfet du Var a prononcé la dissolution du Syndicat Intercommunal des Transports en Commun de l'Agglomération Toulonnaise (S.I.T.C.A.T) et ordonné l'ensemble des propriétés du Syndicat à la Communauté d'agglomération « TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE ». En vertu de l'article 31 de la Section D « SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TOULON », l'immeuble situé au 9 rue Favier à TOULON a fait l'objet de ce transfert de propriété. *(Arrêté du Préfet du Var en date du 19 décembre 2001 portant dissolution du Syndicat intercommunal des transports en commun de l'agglomération toulonnaise (S.I.T.C.A.T) et transfert de la propriété sis sise 9 rue Favier à TOULON (83000) à la Communauté d'agglomération « TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE », **Pièce 2**).*

Le 8 juillet 2002, le Bureau Communautaire de la Communauté d'agglomération « TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE » a autorisé le Président à signer une convention de mise à disposition avec Mademoiselle Aminata SAKHO et Monsieur Patrice HAMSY, devant faire l'objet d'un relogement dans le cadre de cette procédure d'expropriation. *Décision du Bureau Communautaire la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE en date du 8 juillet 2002 prévoyant la conclusion d'une convention de mise à disposition avec Monsieur HAMSY et Madame SAKHO, **Pièce 3**).*

C'est dans ces conditions que Monsieur Patrice HAMSY et Mademoiselle Aminata SAKHO ont bénéficié d'une convention de mise à disposition précaire et révocable d'une maison au rez-de-chaussée avec terrain sise 9 rue Favier à TOULON (83000) à compter du 1^{er} juillet 2002 *(Convention de mise à disposition conclue entre la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE (anciennement « Communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE ») et Monsieur HAMSY et Madame SAKHO en date du 22 juillet 2002, **Pièce 4**).*

Par un décret n°217-1758 en date du 26 décembre 2017, la Communauté d'agglomération « TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE » est devenue la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE.

Monsieur HAMSY est décédé le 17 janvier 2019 *(Acte de décès de Monsieur Ahmet HAMSY dressé le 18 janvier 2019, **Pièce 5**)*

Par un courrier en date du 8 juin 2021, la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE a informé Madame SAKHO de son intention de résilier la convention sur le fondement de l'article 4 *(Courrier en date du 8 juin 2021 informant Madame SAKHO de la résiliation de la convention de mise à disposition, réceptionné le 11 juin 2021, **Pièce 6**).*

ARTICLE 4:DUREE.RENOUVELLEMENT.RESILIATION

Cette occupation est consentie pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} Juillet 2002.

La possibilité de reprise des locaux par la Communauté d'Agglomération **pourra intervenir au bout de chaque période triennale** à la suite d'un préavis de trois mois.

Madame SAKHO Aminata et Monsieur HAMSY Patrice pourront, à tout moment, et sans préavis, résilier la présente convention.

*(Convention de mise à disposition conclue entre la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE (anciennement « Communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE ») et Monsieur HAMSY et Madame SAKHO en date du 22 juillet 2002, **Pièce 4**)*

La défenderesse a été informée, dès le 8 juin 2021 de la date de résiliation de la convention de mise à disposition du logement sis 9 rue Favier, fixée au 30 juin 2023, à la fin de la période triennale en cours *(Courrier en date du 8 juin 2021 informant Madame SAKHO de la résiliation de la convention de mise à disposition, réceptionné le 11 juin 2021, **Pièce 6**)*.

La métropole s'est également engagée à proposer une solution de relogement à la défenderesse par l'intermédiaire de la société SOLIHA VAR *(Courrier en date du 8 juin 2021 informant Madame SAKHO de la résiliation de la convention de mise à disposition, réceptionné le 11 juin 2021, **Pièce 6**)*.

Par un courrier en date du 12 octobre 2022, la société SOLIHA VAR a formulé à Madame SAKHO une première proposition de relogement dans un appartement T3 de 52m² sis Résidence le Cristal 3, 130 avenue Général Noguès à TOULON (83000) et dont le loyer mensuel avec charges s'élevait à la somme de 403,96 euros hors assurance. Le logement était situé au quatrième étage avec ascenseur. Le jour même, Madame SAKHO rejetait cette première proposition de relogement en raison des difficultés alléguées de stationnement et de l'étroitesse du logement. *(Première proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 14 novembre 2022, **Pièce 8**)*.

Par un courrier en date du 16 mars 2023, la société SOLIHA VAR a formulé à Madame SAKHO une deuxième proposition de relogement dans un appartement T3 de 66m² sis 134 Boulevard Cunéo à TOULON (83000) et dont le loyer mensuel avec charges s'élevait à la somme de 646,04 euros hors assurance. Le jour même, Madame SAKHO rejetait cette deuxième proposition de relogement en raison des difficultés alléguées de stationnement et de l'absence d'ascenseur *(Deuxième proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 16 mars 2023, **Pièce 9**)*.

Par un courrier en date du 4 mai 2023, la société SOLIHA VAR a formulé à Madame SAKHO une troisième proposition de relogement dans un appartement T3 de 75m² sis 64 rue Gimelli à TOULON (83000) et dont le loyer mensuel avec charge s'élevait à la somme de 649,28 euros hors assurance. Le jour même, Madame SAKHO rejetait cette troisième proposition de relogement en raison des difficultés alléguées de stationnement, de l'absence de rez-de-jardin ou terrasse et de l'absence d'ascenseur (bien que le logement fût situé au premier étage) *(Troisième proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 9 mai 2023, **Pièce 10**)*.

En dépit de la bonne volonté de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, assistée de la société SOLIHA VAR, le relogement de la défenderesse n'a pu de ce fait aboutir en raison du refus des trois propositions de relogement faites à la défenderesse en amont de la résiliation de sa convention de mise à disposition du logement sis 9 rue Favier.

C'est dans ce contexte que par un courrier en date du 22 mai 2023, la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE a mis en demeure Madame SAKHO de quitter le logement sis 9 rue Favier à TOULON (83000) à compter du 30 juin 2023, date de la résiliation de la convention de mise à disposition. La métropole informait également

la défenderesse du solde débiteur de son compte locatif, s'élevant à la somme de 916,54 euros au 11 mai 2023 (*Courrier de mise en demeure de quitter les lieux en date du 22 mai 2023, reçu par Madame SAKHO le 27 mai 2023, Pièce 11*).

Madame SAKHO a manifesté son refus de quitter les lieux à compter de la date d'effet de la résiliation de sa convention et a sollicité un délai supplémentaire pour quitter les lieux. Au regard du refus de coopérer de la défenderesse et des trois rejets de propositions anticipées et formulées de bonne foi par la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, cette demande de délai supplémentaire ne pouvait qu'être rejetée.

Par un courrier en date du 22 juin 2023, la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE a adressé une nouvelle mise en demeure à la défenderesse, lui enjoignant de quitter les lieux à compter du 30 juin 2023, et de reconsidérer les propositions d'accompagnement et de relogement qui avaient été formulées (*Courrier de mise en demeure de quitter les lieux en date du 22 juin 2023, reçu par Madame SAKHO le 8 juillet 2023, Pièce 12*).

Madame SAKHO s'est maintenue sans droit ni titre dans le logement mis à disposition depuis la date d'effet de la résiliation de la convention (*Certificat administratif attestant du maintien de Madame SAKHO dans le logement sise 9 rue Favier à TOULON (83000) sans droit ni titre, Pièce 13*).

Un ultime courrier enjoignant à la défenderesse de quitter les lieux du fait de son occupation sans droit ni titre lui a été adressé par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 3 août 2023, en vain (*Courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la défenderesse le 3 août 2023, Pièce 15*).

L'extrait du relevé de compte de Madame SAKHO à la date de la présente assignation fait par ailleurs apparaître un solde débiteur d'un montant de 587,59 euros (*Extrait du relevé de compte de Madame SAKHO actualisé en date du 3 juillet 2023, Pièce 14*).

C'est dans ce contexte que la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE est contrainte d'engager la présente procédure afin d'obtenir l'expulsion de la défenderesse, occupante sans droit ni titre.

II. DISCUSSION

Il est rappelé que l'article 835 alinéa 1 du code de procédure civile dispose :

« Le président du tribunal judiciaire ou le juge du contentieux de la protection dans les limites de sa compétence peuvent toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite. »

Il est demandé au Juge des contentieux de la protection du Tribunal de céans de constater que l'occupation sans droit ni titre par Madame SAKHO du logement sis 9 rue Favier, 83000 TOULON cause un trouble manifestement illicite à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE (1).

En conséquence, le Juge des contentieux de la protection du Tribunal de céans ordonnera son expulsion ainsi que celle de tous occupants de son chef (2).

1. L'occupation sans droit ni titre par la défenderesse du logement sis 9 rue Favier, 83000 TOULON cause un trouble manifestement illicite à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE

En droit, l'article 544 du code civil consacre le droit de propriété en ces termes :

« La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Il est constant que le droit de propriété revêt le caractère d'un **droit fondamental à valeur constitutionnelle**.¹

Ce droit fondamental a été consacré tant vis-à-vis des personnes physiques que des personnes morales, qu'elles soient publiques ou privées.

L'occupation sans droit ni titre d'un bien immobilier entraîne de toute évidence pour le propriétaire **un trouble manifestement illicite** qu'il est urgent de faire cesser.

L'occupation sans droit ni titre d'un bien entraîne ipso facto un trouble manifestement illicite pour le propriétaire, qu'il appartient au juge de céans de faire cesser en prononçant l'expulsion des défendeurs.

Il a ainsi été jugé que « *l'occupation sans droit ni titre du bien d'autrui constitue un trouble manifestement illicite* ». ²

La Haute Juridiction rappelle que le droit de propriété est le droit le plus absolu et que toute occupation sans droit ni titre constitue un trouble manifestement illicite : « *Mais attendu que, l'expulsion étant la seule mesure de nature à permettre au propriétaire de recouvrer la plénitude de son droit sur le bien occupé illicitement, l'ingérence qui en résulte dans le droit au respect du domicile de l'occupant, protégé par l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ne saurait être disproportionnée eu égard à la gravité de l'atteinte portée au droit de propriété ; qu'ayant retenu à bon droit que, **le droit de propriété ayant un caractère absolu, toute occupation sans droit ni titre du bien d'autrui constitue un trouble manifestement illicite permettant aux propriétaires d'obtenir en référé l'expulsion des occupants**, la cour d'appel, qui n'était pas tenue de procéder à une recherche inopérante, a légalement justifié sa décision ;* » ³.

Il a également été jugé que le juge des référés a le pouvoir de faire cesser un trouble manifestement illicite et d'ordonner l'expulsion de l'occupant sans droit ni titre d'un immeuble⁴.

En jurisprudence, il a été jugé qu'une décision d'expulsion ordonnée par le juge des référés permet de prévenir un dommage imminent⁵.

En l'espèce, Monsieur Patrice HAMSY et Mademoiselle Aminata SAKHO ont bénéficié d'une convention de mise à disposition précaire et révocable d'une maison au rez-de-chaussée avec terrain sise 9 rue Favier à TOULON (83000) à compter du 1^{er} juillet 2002 (Convention de mise à disposition conclue entre la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE (anciennement « Communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE ») et Monsieur HAMSY et Madame SAKHO en date du 22 juillet 2002, **Pièce 4**).

Par un courrier en date du 8 juin 2021, la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE a informé Madame SAKHO de son intention de résilier la convention sur le fondement de l'article 4 de ladite convention (Courrier en date du 8 juin 2021 informant Madame SAKHO de la résiliation de la convention de mise à disposition, réceptionné le 11 juin 2021, **Pièce 6**).

Trois offres de relogements ont été formulées à Madame SAKHO par la société SOLIHA VAR. La locataire a refusé chacune des propositions.

(Première proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 14 novembre 2022, **Pièce 8**).

(Deuxième proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 16 mars 2023, **Pièce 9**).

(Troisième proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 9 mai 2023, **Pièce 10**).

Madame SAKHO n'a ainsi pu être relogé par la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, du fait de ces trois refus consécutifs non justifiés, et de son intention de se maintenir dans le logement temporaire sise 9 rue Favier à TOULON (83000).

¹ Conseil constitutionnel n°81-132 DC, 16 janvier 1982 *Loi de nationalisation*

² Cass. Civ. 3^{ème}, 21 décembre 2017, n° 16-25.469

³ Cass. Civ. 3^{ème}, 4 juillet 2019, n° 18-17.119

⁴ Cass, 1^{ère} Civ., 24 février 1987, n°85-13682 et Cass, 2^{ème} Civ, 30 septembre 1999, n° 97-13008

⁵ CA Angers, 1^{ère} chambre, section A, 1^{er} juillet 2008, n° 07/01791

C'est dans ce contexte que par un courrier en date du 22 mai 2023, la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE mis en demeure Madame SAKHO de quitter le logement sis 9 rue Favier à TOULON (83000) à compter du 30 juin 2023, date de la résiliation de la convention de mise à disposition. La métropole informait également la défenderesse du solde débiteur de son compte locatif, s'élevant à la somme de 916,54 euros au 11 mai 2023 (*Courrier de mise en demeure de quitter les lieux en date du 22 mai 2023, reçu par Madame SAKHO le 27 mai 2023, Pièce 11*).

Madame SAKHO s'est maintenue sans droit ni titre dans le logement mis à disposition depuis la date d'effet de la résiliation de la convention (*Certificat administratif attestant du maintien de Madame SAKHO dans le logement sise 9 rue Favier à TOULON (83000) sans droit ni titre, Pièce 13*).

Un ultime courrier enjoignant à la défenderesse de quitter les lieux du fait de son occupation sans droit ni titre lui a été adressé par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 3 août 2023, en vain (*Courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la défenderesse le 3 août 2023, Pièce 15*).

Ainsi, la défenderesse empêche la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE de disposer de son bien et lui cause un trouble manifestement illicite.

Par conséquent, le Juge des contentieux de la protection du Tribunal de céans ne pourra que constater l'occupation sans droit ni titre de Madame SAKHO du logement sis 9 rue Favier, 83000 TOULON.

2. Sur l'expulsion sans délai de l'occupante sans droit ni titre et de tous occupants de son chef

Du fait de son occupation sans droit ni titre de la propriété de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, il est sollicité l'expulsion sans délai de Madame SAKHO et de tous occupants de son chef.

Madame SAKHO a manifesté son refus de quitter les lieux à compter de la date d'effet de la résiliation de sa convention et a sollicité un délai supplémentaire pour quitter les lieux. Au regard du refus de coopérer de la défenderesse et des trois rejets de propositions anticipées et formulées de bonne foi par la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, cette demande de délai supplémentaire ne pouvait qu'être rejetée.

A la date de la présente assignation, Madame SAKHO occupe toujours les lieux (*Certificat administratif attestant du maintien de Madame SAKHO dans le logement sise 9 rue Favier à TOULON (83000) sans droit ni titre, Pièce 13*).

Enfin, il est ainsi impératif pour la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE de récupérer immédiatement la pleine disposition de cette maison.

Par suite, il ne pourra que faire droit à la demande de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE d'expulser la défenderesse ainsi que tous occupants de son chef.

En conséquence, il est demandé au Juge des contentieux de la protection du Tribunal de céans d'ordonner l'expulsion immédiate de Madame SAKHO et de tous occupants de son chef, sous peine d'astreinte de 150 euros par jour de retard à compter de la signification de la décision à intervenir de prononcer la suppression du délai de deux mois attaché au commandement de quitter les lieux et de rejeter toute demande de délais éventuellement formulée par Monsieur HAMI.

3. Sur la condamnation au paiement de l'arriéré de redevances et d'une indemnité d'occupation

A la date d'effet de la résiliation de la convention, l'extrait du relevé de compte de Madame SAKHO faisait apparaître un solde débiteur d'un montant de 587,59 euros (*Extrait du relevé de compte de Madame SAKHO actualisé en date du 3 juillet 2023, Pièce 14*).

La défenderesse sera donc condamnée à payer à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE la **somme de 587,59 euros** au titre de sa dette de redevances.

Le bailleur est également fondé à obtenir à titre provisionnel une indemnité d'occupation au titre du préjudice subi du fait de l'occupation sans droit ni titre par la défenderesse.

Le Juge des Contentieux de la Protection du Tribunal judiciaire de céans, statuant en référé, accueillera donc la demande de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE tendant à la condamnation de la défenderesse devenue occupante sans droit ni titre, à lui verser à titre provisionnel, par jour de retard et outre les charges, **une indemnité d'occupation égale au montant de la redevance mensuelle**, à compter de la date d'effet de la résiliation de la convention.

4. Sur les frais irrépétibles

La METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE a été contrainte d'engager la présente procédure, engageant des frais irrépétibles qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge.

Elle est donc bien fondée à réclamer la condamnation des défendeurs au paiement de la somme de **2.000 euros** en application de l'article 700 du code de procédure civile.

5. Sur l'exécution provisoire

Aux termes de l'article 514 du Code de procédure civile, *« les décisions de première instance sont de droit exécutoire à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendu n'en dispose autrement »*.

En l'espèce, il n'y a pas lieu à écarter l'exécution provisoire de la décision à intervenir dès lors que l'exécution provisoire n'est pas écartée par la loi en l'espèce et que l'exécution provisoire est parfaitement compatible avec la nature de l'affaire.

L'exécution provisoire devra donc être ordonnée par le Tribunal judiciaire de céans sur l'ensemble des chefs du jugement à intervenir.

PAR CES MOTIFS

Vu les articles 835 du Code de procédure civile,

Vu l'article 544 du Code civil,

Vu les articles L.412-1 à L.412-4 du Code des procédures civiles d'exécution,

Vu le trouble manifestement illicite,

Vu les pièces jointes à l'assignation,

Il est demandé à Juge des contentieux de la protection du Tribunal de céans bien vouloir :

- **DECLARER** Madame Aminata SAKHO occupante sans droit ni titre du logement sis 9 rue Favier, 83000 TOULON ;
- **JUGER** que l'occupation sans droit ni sans titre la défenderesse cause à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE un trouble manifestement illicite ;
- **ORDONNER** à la défenderesse ainsi qu'à tous autres occupants de son chef de libérer les lieux sous peine d'astreinte de **150 €** par jour de retard à compter de la signification de la décision à intervenir ;
- **AUTORISER** la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, à défaut de libération volontaire dans les 48 heures de la signification de la décision, à faire procéder à l'expulsion de la défenderesse et de tous occupants de son chef avec le concours de la force publique si besoin ;
- **ORDONNER** le transport et la séquestration des meubles et objets mobiliers garnissant les lieux dans tout lieu que la défenderesse désignera ou à défaut dans un garde-meubles ou dans tout autre lieu au choix du demandeur décrit avec précision par l'Huissier de Justice chargé de l'exécution avec sommation aux personnes expulsées d'avoir à les retirer dans un délai fixé par voie réglementaire aux frais, risques et périls de la défenderesse et ce en garantie de toutes sommes qui pourront être dues ;
- **CONDAMNER** Madame Aminata SAKHO à payer à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE la somme de **587,59 euros** correspondant à l'arriéré de redevances du au jour de la date d'effet de la résiliation de la convention de mise à disposition conclue avec la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE, soit le 30 juin 2023 ;
- **CONDAMNER** Madame Aminata SAKHO à payer à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE une indemnité d'occupation égale au montant de la redevance mensuelle due avant la résiliation de la convention de mise à disposition, jusqu'à parfaite libération des lieux, somme à parfaire au jour de l'audience ;

En conséquence :

- **REJETER** toute demande de délai de grâce ;
- **SUPPRIMER** les délais prévus par les articles L.412-1 à L.412-4 du Code des procédures civiles d'exécution ;
- **CONDAMNER** la défenderesse à payer à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE la somme de **2.000 €** en application de l'article 700 du Code de procédure civile ;
- **CONDAMNER** la défenderesse aux entiers dépens, lesquels comprendront le coût de la présente assignation et de tous actes subséquents tendant à la libération des lieux ;
- **RAPPELER** que l'exécution provisoire de la décision à intervenir est de droit.

BORDEREAU DES PIECES A L'APPUI DE LA DEMANDE

- Pièce 1 :** Arrêté du Préfet du Var du 21 décembre 2000 portant déclaration d'utilité publique
- Pièce 2 :** Arrêté du Préfet du Var en date du 19 décembre 2001 portant dissolution du Syndicat intercommunal des transports en commun de l'agglomération toulonnaise (S.I.T.C.A.T) et transfert de la propriété sis sise 9 rue Favier à TOULON (83000) à la Communauté d'agglomération « TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE »
- Pièce 3 :** Décision du Bureau communautaire de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE en date du 8 juillet 2002 prévoyant la conclusion d'une convention de mise à disposition avec Monsieur HAMSY et Madame SAKHO
- Pièce 4 :** Convention de mise à disposition conclue entre la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANÉE et Monsieur HAMSY et Madame SAKHO en date du 22 juillet 2002
- Pièce 5 :** Acte de décès de Monsieur Ahmet HAMSY dressé le 18 janvier 2019
- Pièce 6 :** Courrier en date du 8 juin 2021 informant Madame SAKHO de la résiliation de la convention de mise à disposition, réceptionné le 11 juin 2021, réceptionnée le 11 juin 2021
- Pièce 7 :** Échéancier de paiement en date du 23 mars 2023
- Pièce 8 :** Première proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 14 novembre 2022
- Pièce 9 :** Deuxième proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 16 mars 2023
- Pièce 10 :** Troisième proposition de relogement refusée par Madame SAKHO en date du 9 mai 2023
- Pièce 11 :** Courrier de mise en demeure de quitter les lieux en date du 22 mai 2023, reçu par Madame SAKHO le 27 mai 2023
- Pièce 12 :** Courrier de mise en demeure de quitter les lieux en date du 22 juin 2023, reçu par Madame SAKHO le 8 juillet 2023
- Pièce 13 :** Certificat administratif attestant du maintien de Madame SAKHO dans le logement sise 9 rue Favier à TOULON (83000) sans droit ni titre
- Pièce 14 :** Extrait du relevé de compte de Madame SAKHO actualisé en date du 3 juillet 2023
- Pièce 15 :** Courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la défenderesse le 3 août 2023